

Réunion annuelle des membres des comités régionaux de la condition féminine

A-t-on encore besoin du féminisme?

par Jacques Désy

Le 14 avril dernier se tenait à Drummondville la réunion annuelle des membres des comités régionaux de la condition féminine.

Renée Rodrigue, responsable provinciale de la condition féminine, par son allocution, a su rallier la vingtaine de représentantes présentes. « Cette année, nous avons opté pour une nouvelle formule en invitant les syndicats affiliés à la **Centrale des syndicats démocratiques (CSD)** à déléguer des représentantes à notre réunion annuelle qui a pour but d'engager une réflexion sur la pertinence d'une action féministe efficace et toujours plus représentative des aspirations de nos membres. Il est de notre responsabilité de travailler à changer la perception qu'entretiennent de nombreuses personnes à l'égard des militantes féministes, de changer les préjugés et stéréotypes associés au militantisme. Par notre exemple, il faut faire réaliser aux femmes de toutes les générations que nos acquis sont parfois fragiles, que les gains que nous avons aujourd'hui sont le fruit

de longues luttes, menées par nos mères et nos grands-mères, afin que la vie des femmes soit améliorée. »

Pour souligner cette journée spéciale, **Micheline Dumont**, didacticienne de l'histoire et professeure de l'Université de Sherbrooke depuis 1976, a proposé une conférence très appréciée des participantes. Tout au long de sa carrière, Madame Dumont s'est intéressée à l'histoire des femmes et à l'étude des pratiques de l'histoire. Elle a publié une dizaine de livres, près de deux cents articles et une soixantaine de recensions de volumes. Ses deux ouvrages majeurs, *L'histoire approuvée* (1979) et *Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles* (1982) sont devenus des références incontournables.

« Il existe beaucoup de mot en isme. Le féminisme est un grand mouvement



Renée Rodrigue

social, le seul à avoir fait des luttes sans avoir versé une seule goutte de sang. Le féminisme change le monde sans faire de décès! », a-t-elle souligné en début de conférence.

En 1969, lors d'une conférence devant un groupe d'infirmières auxiliaires de Sherbrooke, elle demandait déjà : a-t-on encore besoin du féminisme?

C'est d'ailleurs par des faits et des exemples qu'elle a su illustrer le bien fondé des luttes féministes depuis plus de 150 ans.

« Dans les années 1960, une institutrice diplômée qui se marie est congédiée. En contrepartie, un instituteur diplômé qui se marie a une augmentation de salaire.



1. François Vaudreuil et Micheline Dumont.



2. Louise Doyon et Manon Grandmont

3. Agathe Brisson

4. Chantal Plante et Sylvie Provencher

5. Mélanie Giroux



Questions Commentaires Réponses

Au début du siècle, les femmes se battent pour avoir des bains publics. Grâce à elles les hommes peuvent prendre leur bain six jours par semaine et les femmes... ont droit à une journée seulement.

Dans le Code civil, les femmes appartiennent à leur père jusqu'au mariage, par lequel elles deviennent la propriété de leur mari. Cette loi sera abolie en 1964, mais revendiquée depuis 1906. L'article 181 du Code civil stipulait qu'une femme n'avait pas le droit d'exercer une profession différente de celle de son mari, que la femme ne pouvait être tutrice de ses enfants. Jusqu'en 1980, elles devaient adopter leurs enfants dits illégitimes car ils n'avaient pas de père connu.

Les hommes doivent gagner le salaire familial, le salaire des femmes n'est qu'un salaire d'appoint. À une certaine époque, un instituteur gagnait 700 \$ par année tandis que pour le même travail, une institutrice gagnait 200 \$ par année.



6. Sabrina Deslauriers et Yolande Trudel.

7. Nancy Gagnon



Si une femme commettait l'adultère, l'homme pouvait demander la séparation. Si l'homme commettait l'adultère, la femme pouvait demander la séparation seulement si l'homme entretenait sa concubine dans la maison familiale.

On réclame l'égalité salariale depuis le début du siècle, mais ce n'est pas la réalité. Il y a encore de la discrimination systémique. On passe de l'égalité salariale à l'équité salariale. Pourtant la Loi est votée mais n'est pas encore appliquée partout. On dit que la

discrimination sociale est terminée, pourtant la majorité des femmes ont des emplois non syndiqués. La conciliation travail-famille s'adresse toujours aux femmes. »

Madame Dumont, par des dizaines d'exemples de revendications historiques de la part de tous les groupes de femmes à travers le temps, a réussi à démontrer sans équivoque l'évolution positive de la société, de nos lois, de nos agissements grâce aux luttes acharnées des femmes.

La journée s'est terminée sur des échanges entre les participantes à partir de quatre questions principales.

Voici quelques réponses et commentaires entendus :

QUESTION 1

Pourquoi on a peur du féminisme?

Yolande Trudel, région de Québec : On a peur du regard des autres. Le mot « féministe » a encore un sens péjoratif.

Chantale Plante, région du Centre-du-Québec : Parce que pour plusieurs, « féminisme » veut dire être contre les hommes.

QUESTION 2

Pourquoi avez-vous peur de vous impliquer?

Sabrina Deslauriers, région de l'Estrie : Parce que la plupart du temps, quand on fait allusion à des revendications féministes, on se fait rabrouer immédiatement par les hommes.

Louise Doyon, région du Centre-du-Québec : Parce qu'en général les gens pensent que les femmes en ont déjà assez obtenus.

QUESTION 3

Dans les milieux de travail, quelle est la priorité pour les femmes?

Mélanie Giroux, région de la Mauricie : Avoir accès à tous les postes, quels qu'ils soient. Mais surtout, ne pas se laisser influencer par les farces de mauvais goût comme « ta place, c'est aux chaudrons! »

Agathe Brisson, région Richelieu-Yamaska : Un des problèmes est que le bureau syndical en est un d'hommes. Les hommes se protègent entre eux. Il faut donc que les femmes s'impliquent plus.

QUESTION 4

Est-ce que vous pensez que les femmes vont continuer à avoir besoin des hommes pour améliorer leurs conditions?

Yolande Trudel, région de Québec : La mentalité est difficile à changer. Si on n'inclut pas les hommes, comment pensez-vous qu'on va réussir à les changer?

Nancy Gagnon, région de Montréal : Il devrait y avoir plus d'hommes impliqués dans les rencontres des comités.

Chantale Plante, région du Centre-du-Québec : Je crois sincèrement que plusieurs hommes pensent comme nous, même s'ils ne le disent pas ouvertement. 